



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 17 au 24 janvier 2025

### L'économie sud-africaine en 2025 : reprise prudente dans un contexte mondial incertain

En 2025, l'économie sud-africaine devrait repartir légèrement à la hausse (prévision croissance de +1,5 % selon le FMI, après +0,8% en 2024), sous l'effet conjugué de la mise en œuvre de réformes structurelles et de facteurs plus conjoncturels (modération de l'inflation, baisse continue des taux d'intérêt). Ces prévisions souffrent toutefois de nombreux aléas, parmi lesquels une possible intensification des politiques protectionnistes dans le sillage de l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis.

À l'échelle mondiale, la croissance reste modérée : les États-Unis sont en « atterrissage très doux », la croissance chinoise ralentit, et celle de l'Europe stagne. Ces tendances créent des opportunités et des défis pour l'Afrique du Sud, dans un contexte incertain. Si l'Afrique du Sud pourrait profiter de la demande pour certaines matières premières, la volatilité des prix et un dollar fort pourraient lui porter préjudice. Le rand, déjà affaibli, pourrait ainsi selon certains observateurs se négocier autour de 17,80 ZAR pour 1 USD en fin d'année, bien en dessous de sa valeur juste.

Sur le plan national, les réformes structurelles progressent lentement, concernant notamment la gestion des infrastructures du pays. Malgré de réelles améliorations dans le secteur énergétique (absence de délestage électrique depuis la fin mars 2024), la situation financière de l'électricien public Eskom reste fragile. En parallèle, la faiblesse du secteur logistique demeure un obstacle à la compétitivité du pays.

La probable visite de Donald Trump en Afrique du Sud à l'occasion du Sommet du G20 en novembre prochain pourrait se révéler à double tranchant, dans un contexte d'incertitude entourant la renégociation de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), qui doit expirer dans sa forme actuelle en novembre.

La possible sortie de l'Afrique du Sud de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) dans le courant de l'année 2025 serait en revanche une bonne nouvelle pour le pays, qui a souffert ces dernières années d'un climat des affaires perfectible et d'un déficit d'investissements étrangers. Les agences de notation restent toutefois prudentes et ne prévoient pas de relèvement de la note souveraine pour 2025.

L'Afrique du Sud se trouve ainsi à un carrefour économique. Avec une reprise fragile soutenue par des réformes internes et un contexte mondial incertain, 2025 pourrait être une année de transition clé pour définir l'avenir économique du pays.

## Sommaire :

### Afrique du Sud

- L'inflation des prix à la consommation (CPI) atteint 3,0% en décembre ([StatsSA](#))
- Résultats contrastés pour l'économie sud-africaine en novembre 2024 : baisse de la production minière, envol des ventes au détail ([StatsSA](#))
- 16 nouveaux projets miniers de charbon prévus en Afrique du Sud pour un total de 44 Mt par an ([BusinessDay](#))
- Meridiam investit dans Ilitha Telecoms en Afrique du Sud pour déployer l'accès à la fibre optique dans les quartiers mal desservis ([Meridiam](#))
- Le ministre du commerce Parks Tau veut introduire une taxe sur les entreprises de 3% pour financer un « fonds de transformation » de 100 Mds ZAR (5,1 Mds EUR) ([The Citizen](#))
- Le projet d'investissement de Gazprombank pour réhabiliter la raffinerie de Mossel Bay tombe à l'eau ([amaBhungane](#))
- Le Ministre Ramokgopa donne des précisions sur le plan de développement des infrastructures de transmission électrique ([BusinessDay](#))

### Angola

- La BNA maintient son taux directeur à 19,5 % ([BNA](#))
- Un niveau de production historique de diamants en 2024 mais des recettes inférieures aux prévisions ([NovoJornal](#))
- Le Président de la République autorise une garantie souveraine de 110 M USD en faveur de TAAG pour l'achat de trois nouveaux Boeing 787 ([NovoJornal](#))
- Jusqu'à 2Mds USD d'émissions d'obligations en eurobonds en 2025 ([Bloomberg](#))

### Lesotho

- La hausse des prix ralentit à 3,7% sur un an ([Bos](#))

### Mozambique

- Les recettes fiscales fortement pénalisées par les manifestations de la fin d'année ([JornalNoticias](#))
- Standard Bank publie de premiers indicateurs macro-économiques illustrant le ralentissement économique qui découle des protestations post-électorales ([StandardBank](#))

### Zambie

- La production de cuivre en hausse de 12% en 2024 ([BusinessDay](#))
- L'Arabie Saoudite s'intéresse aux ressources de cuivre de la Zambie ([Reuters](#))
- Don de 292M USD de la Banque Mondiale pour développer l'interconnexion électrique entre la Zambie et la Tanzanie ([ZNBC](#))

# Afrique du Sud

## **L'inflation des prix à la consommation (CPI) atteint 3,0% en décembre (StatsSA)**

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), l'inflation en glissement annuel a légèrement progressé au mois de décembre 2024, atteignant 3,0% après 2,9% en novembre. La hausse des prix, inférieure aux anticipations des observateurs (environ 3,2%), reste portée par les postes « logement et services publics » (+4,4% soit une contribution positive de 1,0 point), « biens et services divers » (+6,6% soit +1,0 point), « alimentation et boissons non-alcoolisées » (+2,5%, soit +0,5 point), et « boissons alcoolisées et tabac » (+4,3%, soit +0,3 point). La baisse des prix dans le secteur du transport a légèrement ralenti (-2,0% sur un an au mois de décembre, contre -3,3% sur un an au mois de novembre), en raison de la reprise de la hausse du prix de l'essence (+1,1% sur le mois de décembre, en lien avec la dépréciation de 4,4% du rand face au dollar). Sur l'ensemble de l'année 2024, la hausse des prix a atteint 4,4% en moyenne (contre 5,9% en 2023), sous l'effet conjugué de la baisse de l'inflation au niveau mondial, de la faiblesse du cours des matières premières, de la baisse des prix du carburant, et d'un effet de base sur les prix des produits alimentaires. Dans ce contexte, la banque centrale (SARB) pourrait selon les observateurs abaisser une nouvelle fois son taux d'intérêt directeur (7,75% depuis le 22 novembre) de 25 points de base lors de la prochaine réunion de son comité de politique monétaire, prévue jeudi 30 janvier.

## **Résultats contrastés pour l'économie sud-africaine en novembre 2024 : baisse de la production minière, envol des ventes au détail (StatsSA)**

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production minière aurait diminué de 0,9% au mois de novembre par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 1,1% sur

un an en octobre. Cette baisse concerne particulièrement les productions d'or (-11,5%, soit une contribution négative de 1,5 point à la production totale), de minerai de fer (-3,8%, soit -0,5 point), de charbon (-1,6%, soit -0,3 point) et de diamants (-11,4%, soit -0,2 point). La production de platinoïdes (+4,0%, soit une contribution positive de 1,3 point à la production totale) et de minerai de chrome (+15,6%, soit +0,7 point) s'est montrée plus dynamique.

En parallèle, les ventes au détail ont progressé de 7,7% au mois de novembre par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 6,2% en octobre 2024. Cette croissance a été principalement portée par les détaillants généraux (+11,9%, soit une contribution positive à la croissance des ventes de 5,2 points), le secteur du textile, de l'habillement, des chaussures et des articles en cuir (+9,5%, soit +1,7 point), ainsi que le secteur du mobilier, de l'électroménager et de l'équipement ménager (+9,4%, soit +0,5 point). A l'inverse, les ventes des détaillants en quincaillerie, peinture et vitrerie ont diminué de 4,3% (soit -0,4 point).

## **16 nouveaux projets miniers de charbon prévus en Afrique du Sud pour un total de 44 Mt par an (BusinessDay)**

Des entreprises minières sud-africaines envisagent de nouveaux projets dans le secteur du charbon, avec une capacité totale estimée à 44 millions de tonnes par an. Ces initiatives interviennent alors que la demande mondiale pour le charbon reste soutenue, notamment en Asie et au Moyen-Orient qui sont les principaux marchés d'exportation du charbon sud-africain, au-delà même d'une demande nationale qui reste élevée. Environ un tiers du charbon sud-africain est destinée à l'export (chiffres de 2022). Elles illustrent également la difficulté d'amorcer la transition énergétique de l'Afrique du Sud alors que le pays est engagé dans la *Just Energy Transition Partnership* (JET-P), une initiative internationale d'aide au financement de cette transition hors du charbon dont fait partie la France, à hauteur de 1 Mds EUR.

Pour rappel, l'Afrique du Sud dépend du charbon pour 83 % de son électricité (chiffres de 2023). La pollution atmosphérique liée à cette utilisation nuit gravement à la santé des Sud-Africains et causerait entre 30 000 et 45 000 décès par an selon les études. La ministre de l'environnement de l'époque, Barbara Creecy, avait notamment accédé en 2023 à la demande d'Eskom de suspendre les limites des normes minimales d'émissions (MES) dans cinq des centrales électriques à charbon les plus anciennes. Cette dynamique duale illustre la complexité du processus de transition alors que le pays s'est engagé dans le cadre de la JET-P à décommissionner ses vieilles centrales électriques à charbon mais doit faire face à des problématiques de déficit de production d'électricité et de dépendance aux emplois et aux revenus de l'industrie charbonnière dans certaines régions du pays.

### **Meridiam investit dans Ilitha Telecoms en Afrique du Sud pour déployer l'accès à la fibre optique dans les quartiers mal desservis (Meridiam)**

Meridiam, société française d'investissement spécialisée dans les infrastructures durables, a acquis une participation majoritaire dans Ilitha Telecommunications, une entreprise sud-africaine axée sur le déploiement de réseaux de fibre optique dans les zones mal desservies d'Afrique du Sud. Cet investissement, réalisé par l'intermédiaire du fonds Meridiam TURF B, permettra à Ilitha d'accélérer la modernisation et l'expansion de son réseau de fibre optique, avec l'ambition de connecter plus d'un demi-million de foyers. Ses solutions sont basées autour de l'installation de points d'accès à internet via des formules d'accès à l'internet prépayées à un coût abordable dans les zones rurales et *townships* (quartiers urbains défavorisés).

L'Afrique du Sud fait face à des défis liés à l'accès à Internet, notamment dans les zones rurales où la connectivité reste faible créant une fracture numérique et un renforcement des inégalités (le pays a le plus haut index de Gini au monde).

### **Le ministre du commerce Parks Tau veut introduire une taxe sur les entreprises de 3% pour financer un « fonds de transformation » de 100 Mds ZAR (5,1 Mds EUR) (The Citizen)**

Lors d'une session parlementaire, le ministre du commerce, de l'industrie et de la concurrence (DTIC) Parks Tau a proposé de mettre en place une nouvelle taxe sur les profits des entreprises de 3%, afin de financer un fonds de transformation Black Economic Empowerment (BEE) de 100 Mds ZAR (5,1 Mds EUR). Selon la proposition du ministre, les entreprises qui ne respecteraient pas les règles se verraient infliger des amendes et seraient exclues des marchés publics. Les entreprises multinationales devraient réserver à la « transformation » jusqu'à 25 % de la valeur de leurs intérêts en Afrique du Sud. Cette annonce a suscité des inquiétudes parmi les entreprises, les investisseurs et les experts économiques qui ont dénoncé l'absence de consultation préalable à cette annonce.

### **Le projet d'investissement de Gazprombank pour réhabiliter la raffinerie de Mossel Bay tombe à l'eau (amaBhungane)**

Un an après l'annonce de l'accord polémique de 3,7 Mds ZAR (192 M EUR) entre PetroSA et Gazprombank pour la réhabilitation de la raffinerie (gas to liquid) de Mossel Bay, la banque russe aurait décidé de se retirer. Selon des documents internes, la relation entre PetroSA et GazpromBank s'est fortement dégradée liée notamment aux fragilités cachées de l'accord.

En outre, un rapport interne dénonce le choix de Gazprombank, dont l'offre avait été initialement évaluée à 80/100 mais dont la valeur réelle serait plutôt autour de 40/100- ce qui aurait placé son offre à une troisième place. En conséquence, la banque n'a pas réussi à fournir les 200 M USD de financement qu'elle avait promis, ni les 3 M USD nécessaires à la réalisation d'une étude de faisabilité. Cette situation coûte 26 M par an à PetroSA pour l'entretien annuel de la raffinerie, sans compter la perte de revenus potentiels, et entraîne une forte incertitude sur le devenir de la raffinerie.

## **Le Ministre Ramokgopa donne des précisions sur le plan de développement des infrastructures de transport électrique (*BusinessDay*)**

A l'occasion d'une réunion de l'ANC, le ministre de l'Électricité et de l'Énergie Ramokgopa a présenté les orientations de sa stratégie visant à déployer de nouvelles capacités de transport électrique. La National Transmission Company of South Africa (NTCSA), une filiale indépendante d'Eskom, devrait déployer ses propres infrastructures de façon indépendante grâce à ses propres financements. En parallèle, NTCSA devrait développer un modèle de partenariat public-privé (PPP) pour mobiliser des financements privés sur certaines lignes dans le cadre de contrats *build, operate transfer* (BOT) d'une durée de 20 à 30 ans. Un premier projet-pilote de ce type devrait être présenté au troisième trimestre 2025.

Pour rappel, le gouvernement estime que 14 500 km de lignes de transmission devront être construites au cours des cinq prochaines années, pour un coût total estimé désormais à 112 Mds ZAR (5,8 Mds EUR), alors qu'on parlait de 400 Mds ZAR en 2024. Ces infrastructures sont nécessaires pour soutenir la transition énergétique, et notamment le transport de l'électricité renouvelable produite dans des régions (Northern Cape, Eastern Cape...) éloignées des principaux bassins de consommation (Gauteng, Western Cape, Kwazulu-Natal).

## Angola

### **La BNA maintient son taux directeur à 19,5 % (*BNA*)**

A l'issue de sa réunion des 20 et 21 janvier, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Nationale d'Angola a maintenu son principal taux directeur à 19,5% et réduit son coefficient de réserves obligatoires en monnaie nationale de 21 % à 20 %. Cette réduction du taux de réserves vise à remettre environ 100 Mds AOA en circulation, afin de rapprocher les taux du marché monétaire interbancaire du taux directeur. La Banque centrale a également relevé les éléments suivants : i) le stock de réserves internationales a atteint 15,6 Mds USD fin 2024 (contre 14,7 Mds l'année

précédente, soit une augmentation de 6 %), en raison de l'appréciation des avoirs de réserve, en particulier de l'or, et du dynamisme des placements financiers ; ii) sur le marché des changes, les banques commerciales ont acquis en 2024 un montant total de 10,82 Mds USD (contre 9,85 Mds USD en 2023) dont 5,5 Mds USD sur la plateforme Bloomberg, 1,97 Md USD du Trésor et 953,49 M USD de la BNA. Le montant restant de 2,39 Mds USD a été acquis auprès de divers clients qui n'opèrent pas sur la plateforme Bloomberg. Le taux de change du dollar s'est déprécié de 9,12 % sur l'année 2024, après une dépréciation de 39,2 % en 2023 ; iii) la balance commerciale a été excédentaire de 22,02 Mds USD en 2024, en légère hausse de 1 %, sous l'effet d'une baisse des importations (-5,9 % à 14,19 Mds) et d'une stagnation (+0,1% à 36,92 Mds USD) des exportations (essentiellement pétrolières) ; iv) le taux d'inflation a atteint 27,5% sur un an et 1,7% sur un mois en décembre 2024 ; v) le PIB devrait croître de 3,5 % en 2025, tiré par le secteur non pétrolier dont la croissance est estimée à 4,24 %, en raison d'une hausse de la demande intérieure et des exportations nettes.

### **Un niveau de production historique de diamants en 2024 mais des recettes inférieures aux prévisions (*NovoJornal*)**

Selon la Compagnie nationale angolaise du diamant (ENDIAMA), un niveau record de 14 millions de carats de diamants (+63% sur l'année) a été produit en 2024. Les recettes d'exportations de diamants ont en revanche été inférieures aux prévisions : alors qu'ENDIAMA anticipait des ventes de 2,5 Mds USD, elles n'ont atteint que 1,4 Md USD, affectées par une importante baisse des prix. Le marché international du diamant connaît en effet une offre excédentaire, dans un contexte de réduction des achats, notamment en provenance d'Inde et de Belgique. Le marché du diamant naturel souffre également de la concurrence du diamant synthétique. L'Angola reste toutefois le quatrième producteur mondial de diamants derrière la Russie, le Botswana et le Canada, et consolide ainsi sa place parmi les pays leaders du marché. En 2025, ENDIAMA espère maintenir sa production et collecter plus de 2 Mds USD de recettes.

## **Le Président de la République autorise une garantie souveraine de 110 M USD en faveur de TAAG pour l'achat de trois nouveaux Boeing 787 (NovoJornal)**

La compagnie nationale aérienne TAAG va acquérir trois Boeing 787 Dreamliner pour renforcer sa flotte, afin de doter la compagnie des moyens nécessaires à son fonctionnement.

L'investissement nécessite le versement d'une avance de 150 M USD, qui sera mise à disposition par le consortium Afreximbank (African Export-Import Bank) et Banco Absa, en tant que prêteur, et la société Cuanza Limitada, en tant qu'emprunteur. A cet effet, le Président de la République a approuvé l'octroi d'une Garantie d'Etat en faveur de TAAG d'une valeur de 110 M USD, pour financer les avances. L'arrêté présidentiel 30/25 du 21 janvier qui contribue à l'achat de ces appareils vise à donner à la TAAG les moyens de relever les défis du secteur et s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à faire de l'Angola un hub régional, dans le cadre de la diversification de l'économie du pays. Le nouvel aéroport international de Luanda Antonio Agostinho Neto (AIAAN) est en phase de mise en route opérationnelle : à compter du 1er février, toutes les destinations domestiques de la TAAG ainsi que les liaisons avec la République Démocratique du Congo et la République du Congo s'effectueront à partir du nouvel aéroport et il est prévu que les compagnies internationales commencent leurs opérations à l'AIAAN d'ici fin mars dans le cadre du transfert des activités commerciales des compagnies aériennes de l'aéroport international du centre-ville « 4 de Fevereiro » vers l'AIAAN. Toutefois il est fort possible que les compagnies étrangères ne puissent pas s'installer dans le nouvel aéroport d'ici la fin du 1er trimestre 2025, faute d'obtention de toutes les homologations nécessaires dans les temps.

## **Jusqu'à 2Mds USD d'émissions d'obligations en eurobonds en 2025 (Bloomberg)**

Le ministre d'Etat pour la coordination économique, Jose de Lima Massano, a annoncé mardi 22 janvier au forum

économique de Davos la prochaine émission par l'Etat angolais d'un à deux milliards en Eurobonds, dans l'objectif d'alléger le coût de sa dette et d'allonger ses échéances (arrivée à maturité de 864 millions USD en novembre 2025). Pour rappel, la dette publique angolaise s'est stabilisée à 60% du PIB en 2024 (contre 73% en 2023), le pays ayant notamment enregistré un excédent budgétaire de 1,6% en 2024.

## Lesotho

### **La hausse des prix ralentit à 3,7% sur un an (Bos)**

Selon l'Agence nationale des statistiques (Bos), la hausse des prix aurait atteint 3,7% sur un an au mois de décembre, après 4,4% en novembre. La hausse des prix reste principalement portée par les produits alimentaires (+5,6 %, soit une contribution positive de 2,1 points au total), les produits d'habillement (+8,3 %, soit +0,7 point), le secteur de l'hospitalité (+4,5 %, soit +0,2 point), et l'éducation (+5,0 %, soit +0,3 point). En glissement mensuel, l'inflation a ralenti à 0,2%, après 0,3% au mois de novembre. Ce contexte a permis à la Banque centrale de diminuer son taux directeur de 0,25 point de base à 7,50 % le 26 novembre.

## Mozambique

### **Les recettes fiscales fortement pénalisées par les manifestations de la fin d'année (JornalNoticias)**

Selon la nouvelle ministre des Finances, Carla Louveira, les recettes fiscales pour 2024 auraient été inférieures de 658 MUSD (42 milliards MZN) aux prévisions, soit un manque à gagner de 11 % par rapport aux recettes prévues dans la loi de finances. Le seul mois de décembre, fortement impacté par les troubles qui ont touché le pays, aurait vu des pertes fiscales de 219 MUSD (14 milliards MZN). Alors que le bilan économique des presque trois mois de troubles sociaux – en pause depuis mi-janvier – est encore très provisoire, la ministre alerte sur l'état des ressources fiscales du pays.

## **Standard Bank publie de premiers indicateurs macro-économiques illustrant le ralentissement économique lié aux protestations post-électorales (StandardBank)**

Standard Bank Mozambique prévoit un ralentissement de la croissance économique annuelle à 2,5 % en 2024 (contre 5,4 % en 2023), avant une légère reprise à 3 % en 2025. Relativement éloignées des 5% de croissance retenus dans la loi de finances 2024, ces estimations intègrent un passage en territoire négatif au 4ème trimestre 2024 et au 1er trimestre 2025, en raison des manifestations post-électorales qui affectent l'économie du pays depuis le 21 octobre dernier.

Cette baisse d'activité se serait par ailleurs accompagnée d'une hausse notable des prix, l'institution financière estimant l'inflation à 4,2 % sur un an au mois de décembre (les chiffres officiels n'ont pas encore été publiés), contre 2,8% au mois de novembre.

## Zambie

### **La production de cuivre en hausse de 12% en 2024 (BusinessDay)**

La production de cuivre atteint 820 670 tonnes métriques en 2024 contre 732 580 tonnes en 2023, soit une augmentation de 12% sur l'année. Cette hausse résulte de la reprise des opérations dans les mines de Lumwana (Barrick Gold) et de Konkola (Konkola Copper Mines - KCM), ainsi que de la hausse de la production dans celle de Mopani (Mopani Copper Mines, récemment acquise par l'International Resources Holding basée aux Émirats Arabes Unis), dans un contexte pourtant difficile, marqué par les sévères pénuries d'électricité occasionnées par la sécheresse historique qui a frappé le pays en 2023 et 2024. La Zambie, deuxième producteur de cuivre en Afrique après la République démocratique du Congo (RDC), souhaite encore augmenter sa production, avec un objectif de production de 1 million de tonnes métriques en 2025, et de 3 millions de tonnes d'ici 2032.

## **L'Arabie Saoudite s'intéresse aux ressources de cuivre de la Zambie (Reuters)**

En marge du Future Minerals Forum qui s'est tenu à Riyad du 14 au 16 janvier dernier, l'Arabie Saoudite et la Zambie ont signé un Memorandum of Understanding (MoU) pour favoriser notamment la coopération et l'exploration dans le secteur minier. Cet accord de coopération s'explique notamment par le fort intérêt exprimé par le fonds public saoudien d'investissement *Manara Minerals* dans les minéraux critiques africain dont ceux de la Zambie. Le cuivre, dont la Zambie est le deuxième producteur africain, est au cœur de cette stratégie d'investissement illustrée par les discussions en cours pour le rachat d'une participation minoritaire dans les actifs zambiens de cuivre et de nickel de la société canadienne *First Quantum Minerals* (l'entreprise représentait environ 75% de la production du cuivre du pays en 2022).

Ce développement s'inscrit dans la stratégie de l'Arabie Saoudite visant à sécuriser des minéraux critiques, tels que le cuivre, nécessaires pour soutenir la transition énergétique mondiale, notamment pour les technologies d'énergies renouvelables, les véhicules électriques et les infrastructures vertes. Il pourrait aussi aider la Zambie à atteindre son objectif ambitieux de 3 millions de tonnes de cuivre par an d'ici 2032.

### **Don de 292M USD de la Banque Mondiale pour développer l'interconnexion électrique entre la Zambie et la Tanzanie (ZNBC)**

La Banque mondiale a accordé un financement de 292 M USD à la Zambie pour soutenir le projet d'interconnexion électrique Zambie-Tanzanie (ZTIP). Ce projet vise à relier les réseaux électriques des deux pays, améliorant ainsi l'accès à l'énergie, la stabilité du réseau et les opportunités de commerce régional de l'électricité. Le ZTIP devrait permettre à la Zambie de pouvoir exporter davantage son potentiel de production d'énergie renouvelable hydraulique, vers les pays voisins. Cette possibilité est également suspendue à une situation hydraulique plus favorable, le pays étant actuellement

victime d'une sécheresse historique qui entraîne de sévères coupures d'électricité. Ce projet s'intègre dans la stratégie plus large de la Banque Mondiale consistant à soutenir l'intégration des marchés de l'électricité en Afrique australe et orientale, dans le cadre du programme RETRADE-SAMP. Il s'inscrit également dans les efforts de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) pour renforcer l'intégration régionale dans le domaine de l'énergie. Ainsi, le ZTIP permettra de connecter le Southern African Power Pool (SAPP) au Eastern Africa Power Pool (EAPP) à travers les 2 pays, formant ainsi un marché énergétique théorique allant de Cape Town au Caire. Le projet sera mis en œuvre par l'entreprise d'électricité nationale ZESCO, dont la situation opérationnelle et financière est actuellement difficile.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)